

ROUMANIE : FICHE PAYS – JANVIER 2025



Catégorie OCDE (2024) : 3/7
 Notes agences (S&P / Moody's / Fitch) : BBB- / Baa3 / BBB-
 Change : Leu (RON) / Régime de change flottant
 Horizon de l'objectif de neutralité carbone : 2050

FORCES

- Economie diversifiée
- Main d'œuvre qualifiée
- Secteur bancaire solide
- Membre de l'espace Schengen depuis le 1^{er} janvier 2025

FAIBLESSES

- Instabilité et incertitudes politiques
- Hausse du déficit budgétaire et de l'endettement public
- Déficit courant persistant
- Poids de l'industrie manufacturière en baisse

SYNTHÈSE :

Évolution des risques : négative

Environnement macroéconomique et financier :

- Vulnérabilité de la croissance : En 2024, l'économie roumaine a continué de ralentir principalement en raison de la faiblesse de la demande extérieure. En 2025, la croissance devrait être soutenue par une consommation résiliente et l'augmentation des investissements, notamment grâce aux projets d'infrastructure financés par l'UE. La croissance du PIB est prévue à +2,5 % par Commission Européenne (CE), avec une inflation en baisse à +3,5 % en moyenne (+5,5 % en 2024). A plus long terme, l'économie roumaine continuera de bénéficier des transferts de l'UE mais la baisse de la démographie pourrait peser sur sa croissance.
- Vulnérabilité des comptes publics : En 2024, le déficit budgétaire de la Roumanie a atteint -8 % du PIB, le plus élevé de l'UE, en raison de l'augmentation des dépenses publiques dans le contexte des élections législatives. En 2025, le déficit devrait rester proche de -8 %, en raison du niveau des dépenses qui restera élevé et à une mobilisation insuffisante des recettes fiscales. La dette publique pourrait atteindre 56 % du PIB en 2025, en hausse mais inférieure à la moyenne de l'UE. Les incertitudes politiques et économiques constituent un aléa fort sur les perspectives budgétaires du pays.
- Vulnérabilité extérieure : la Roumanie souffre actuellement de la faiblesse de la demande de ses principaux partenaires commerciaux (Allemagne et Italie notamment) alors que la progression des salaires et les investissements en infrastructures alimentent le besoin d'importations. La modération des prix des biens importés devrait permettre une légère baisse du déficit courant, qui devrait toutefois rester élevé en 2025, de l'ordre de -7,5% du PIB. La dette extérieure reste stable autour de 51% du PIB.
- Vulnérabilité du secteur bancaire : le secteur bancaire demeure solide avec un niveau de capitalisation satisfaisant (ratio de 23%) et une amélioration du taux de prêts non performants en dessous de 2,5%.

Environnement politique et gouvernance :

- Stabilité socio-politique : en décembre 2024, la Cour Constitutionnelle a annulé le 1^{er} tour des élections présidentielles, remporté par un candidat ultranationaliste, en raison de soupçons d'ingérence étrangère. Le Premier Ministre en poste depuis 2023, M. Ciolacu, a formé un nouveau gouvernement de coalition, réunissant quatre partis pro-européens. Il lui appartiendra d'organiser un nouveau scrutin présidentiel en 2025, pour lequel les membres de la coalition ont déjà désigné un candidat commun. La situation politique reste très instable et son évolution incertaine.
- Climat des affaires : les indicateurs de gouvernance demeurent peu favorables, notamment concernant la qualité de la réglementation, l'efficacité du gouvernement et la corruption. Malgré les efforts déployés depuis 2021 pour l'améliorer, les défaillances du système judiciaire persistent.

Environnement et politique du climat :

- Vulnérabilité climatique : La Roumanie présente un niveau de vulnérabilité modéré aux changements climatiques (90 sur 181 pays) selon les indicateurs ND Gain. Le pays s'est engagé à atteindre l'objectif européen de neutralité carbone d'ici 2050. Le poids des énergies renouvelables (44% du mix électrique) devrait progresser avec le développement de l'énergie hydraulique.

STRUCTURE DES ÉCHANGES

Principaux partenaires commerciaux + France

Part moyenne des échanges de marchandises entre 2019 et 2023 (% du total)			
Exportations		Importations	
Allemagne	21,3%	Allemagne	19,7%
Italie	10,6%	Italie	8,8%
France	6,5%	Hongrie	6,8%
Hongrie	5,7%	Pologne	6,1%
Bulgarie	3,8%	France (8 ^{ème})	4,4%

Source: International Trade Center, CNUCED

Principaux produits échangés

Part moyenne des échanges de marchandises entre 2019 et 2023 (% du total)			
Exportations		Importations	
Machine, eqpts électriques	17,6%	Machine, eqpts électriques	15,0%
Véhicules automobiles	15,6%	Appareils mécaniques	11,4%
Appareils mécaniques	10,8%	Véhicules automobiles	9,2%
Pétrole	4,5%	Pétrole	8,2%
Céréales	4,2%	Plastiques	5,1%

Source: International Trade Center, CNUCED



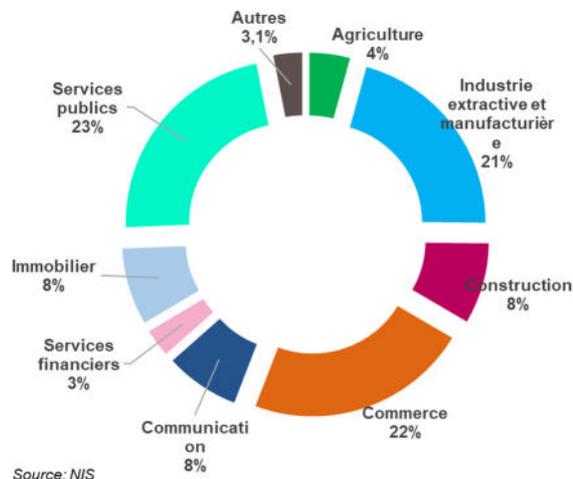
TABLEAUX DES PRINCIPAUX INDICATEURS

ROUMANIE		2019	2020	2021	2022	2023	2024(p)	2025(p)
STRUCTURE ECONOMIQUE								
PIB (Mds USD, courant)		251	252	286	299	351	381	406
	<i>Rang PIB mondial</i>	47	46	47	46	45	43	42
Population (Mns)		19,4	19,3	19,2	19,0	19,1	18,9	18,8
	<i>Rang Population mondiale</i>	62	63	65	65	64	64	65
PIB / habitant (USD)		12 928	13 022	14 895	15 727	18 424	20 089	21 570
Croissance PIB (%)**		3,9	-3,7	5,5	4,0	2,4	1,4	2,5
Inflation (moyenne annuelle, %)		3,8	2,6	5,0	13,8	10,4	5,3	3,6
Part exportations manufacturées (% total exp.)*		81,7	82,4	79,1	74,3	76,2	NA	NA
FINANCES PUBLIQUES								
Dettes publiques (% PIB)**		36,6	46,9	48,3	47,9	48,9	52,2	56,1
Solde public (% PIB)**		-4,6	-9,6	-7,1	-6,4	-6,5	-8,0	-7,9
Charge de la dette publique (% recettes budg.)****		3,8	4,6	4,7	4,6	6,0	5,2	5,0
POSITION EXTERNE								
Solde courant (% PIB)**		-4,9	-4,9	-7,3	-9,6	-7,3	-8,3	-7,6
IDE (% du PIB)		3,7%	1,5%	4,6%	4,6%	3,0%	2,7%	3,2%
Réserves (en mois d'importation B&S)		4,7	5,4	4,6	4,0	5,5	6,3	5,9
Dettes extérieures totales (% PIB)***		47,9%	57,5%	56,5%	50,6%	50,5%	51,2%	51,1%
Dettes extérieures CT (% PIB)		15,6%	15,8%	15,6%	15,4%	14,2%	12,5%	11,0%
Taux de change		4,2	4,2	4,2	4,7	4,6	NA	NA
SYSTÈME BANCAIRE								
Fonds propres / actifs pondérés		22,0	25,1	23,3	23,4	23,6	NA	NA
Taux de NPL		4,1	3,9	3,3	2,7	2,4	NA	NA
ROE		12,2	8,7	13,3	16,4	NA	NA	NA
SOCIO-POLITIQUE								
Rang gouvernance Banque Mondiale (214 Pays)*		91	89	91	90	91	NA	NA
Rang doing business (190 pays)*		52	55	NA	NA	NA	NA	NA
CLIMAT								
Rang émissions de CO2 par hab. (160 pays) ^a		65	65	60	62	66	NA	NA
Rang ND-Gain (181 pays) ^b		77	79	80	90	NA	NA	NA
Rang politique climat (64 pays) ^c		NA	NA	NA	NA	NA	NA	NA

Légendes : (e) estimations ; (p) prévisions. Source: FMI (WEO, 10/24) , *Banque Mondiale, **Com. Européenne Prev Automne 2024, ***Oxford Economics, **** BMI Fitch Solutions

a : Eurostat, b : Notre Dame Global Adaptation Initiative, c : Germanwatch

Roumanie: PIB par secteur 2023





1. SITUATION ECONOMIQUE

- **Un secteur industriel relativement développé et diversifié**

L'agriculture pèse pour moins de 5 % du PIB mais emploie environ 20% de la population active. La sylviculture est en plein développement.

Le secteur industriel (de l'ordre de 20% du PIB et 30% de l'emploi) est relativement développé par rapport à la moyenne européenne. Le pays dispose de réserves de charbon, de pétrole, de gaz et d'uranium. Le secteur manufacturier roumain, historiquement concentré dans l'industrie lourde (métallurgie, aciérie), s'est diversifié dans la fabrication de pièces détachées automobiles et d'équipements pour la construction. La Roumanie a également une activité de raffinage et de fabrication textile. Toutefois la production manufacturière est en net repli depuis le milieu des années 2010 (-7,6 pts PIB sur 10 ans contre +0,3pts pour la moyenne de l'UE). Le secteur souffre du manque d'investissement, mais aussi de main d'œuvre qualifiée. La hausse des salaires (qui a particulièrement pénalisé le secteur textile), et plus récemment la forte hausse des coûts de l'énergie et le tassement de la demande externe (notamment allemande) ont également contribué aux difficultés de l'industrie manufacturière ;

Le secteur des services (plus de 60% du PIB et 50% de l'emploi) est dominé par le commerce et les services publics.

Le PIB/habitant a nettement progressé depuis l'entrée du pays dans l'UE en 2007, rattrapant en 2023 celui de la Hongrie.



- **Accélération modérée de l'activité en 2025**

Le ralentissement de l'activité observé depuis 2022 s'est accentué en 2024 malgré une bonne tenue de la consommation des ménages au premier semestre. L'activité s'est même légèrement repliée sur les trois premiers trimestres de l'année (-0,3 % entre le T4 2023 et le T3 2024). La Roumanie, très dépendante des économies allemandes et italiennes souffre de la faiblesse de la croissance dans ces deux pays, en particulier en Allemagne (-0,2 % en 2024 après -0,1 %), et ainsi du ralentissement de la demande extérieure. Du côté domestique, les investissements sont également

mal orientés en 2024. La croissance serait tout de même positive en moyenne annuelle (prévue à +1,4 % par la Commission Européenne¹ -CE et +1,2% par l'OCDE²) par effet d'acquis (dynamisme en 2023).

En 2025, l'activité devrait néanmoins bénéficier de l'assouplissement des conditions financières, d'une consommation privée résiliente et d'une reprise des investissements, en particulier en lien avec les projets d'infrastructure financés par l'UE. Les pressions inflationnistes devraient s'atténuer en 2025 (à +3,6% après +5,3% en 2024 selon le FMI) grâce à la décélération des prix alimentaires et de l'énergie. Dans ce contexte de ralentissement des prix, mais aussi d'atténuation des tensions sur le marché du travail, les hausses de salaires sont attendues plus modérées en 2025 et 2026.

La croissance du PIB pourrait atteindre +2,5% en 2025 selon la CE). Le FMI est plus optimiste avec +3,3%.

Les sources d'incertitudes relatives à ces prévisions sont toutefois nombreuses : évolution de la situation en Ukraine et au Moyen Orient, dynamique de croissance des économies européennes (notamment Allemagne), politiques monétaires de la FED et de la BCE, mais aussi l'évolution de la situation politique nationale (cf. partie 4).

A plus long terme, l'économie roumaine continuera de bénéficier des transferts de l'UE (près de 80 Md€ sur la période 2021-27)³. La réalisation des projets du Plan national de relance et de résilience (PNRR), financé par l'UE à hauteur de 32 Md€ (11% du PIB) au titre du plan de relance, devraient contribuer à soutenir l'activité. **Les freins structurels** (cf. *infra*) **pourraient peser sur la croissance potentielle du pays**. Le Plan budgétaire et structurel national à MT validé par la CE repose sur une hypothèse de croissance potentielle du PIB qui baisserait progressivement pour atteindre + 2,0 % en 2031⁴.

Le pays fait notamment face à un important **défi démographique**. La population roumaine est en baisse depuis 2000 et cette tendance devrait se poursuivre à l'horizon 2030 selon la Banque mondiale, avec des conséquences sur le potentiel de croissance économique. De plus, alors que le taux de dépendance vieillesse était de 23,7 % en 2011, il a atteint 30,7 % en 2023 (source EUROSTAT), ce qui reflète une hausse rapide du nombre de personnes de 65 ans ou plus relativement aux personnes en âge de travailler. Le pays serait donc confronté à d'importants défis en matière de financement des retraites et des soins de santé.

- **Politique monétaire prudente**

La banque centrale de Roumanie (NBR) a progressivement relevé son taux directeur pour le porter à 7% en janvier 2023 (2% en janvier 2022). Elle l'a maintenu plus d'un an avant de l'abaisser en juillet et août 2024 pour le ramener à 6,5%.

¹ Prévision Automne 2024

² Prévisions décembre 2024

³ dont 46 Mds € en provenance directe du budget communautaire et 29 Mds € du programme Next Generation EU (dont 14,2 Mds € de subventions).

⁴ COM(2024) 725 final



En octobre 2024, le taux d'inflation, à 4,7% restait nettement supérieur à la cible (2,5% ± 1%) de la NBR, éloignant les perspectives d'assouplissement. La politique monétaire de la Roumanie sera dictée par l'évolution des prix, de l'activité économique mais aussi par les décisions de la BCE et des autres banques centrales de la zone afin de limiter les écarts de taux qui impliqueraient des tensions sur la monnaie locale. Une baisse des taux est toutefois attendue en 2025.

- **Un secteur bancaire de petite taille mais relativement solide**

Le secteur bancaire roumain compte une trentaine d'établissements. Neuf banques ont une importance systémique⁵. La Roumanie se classe au dernier rang des États membres de l'UE en termes d'intermédiation financière (49,9 %)⁶, nettement derrière la Pologne (89,2 %), la Bulgarie (91,8 %) ou la Hongrie (112,4 %). De même, le crédit bancaire au secteur privé en Roumanie reste au niveau le plus bas de l'UE (24 % du PIB). Le niveau de capitalisation est confortable (plus de 23% à fin 2023) et relativement stable avec un ratio supérieur à la moyenne de l'UE (19%). Le taux de créances douteuses (NPL) s'est fortement réduit pour atteindre 2,4% en 2023 (plus de 20 % en 2014) mais reste plus élevé que la moyenne de l'UE (1,9%). Les provisions sur créances douteuses (65%) sont toutefois nettement plus élevées qu'en UE (43%)⁷.

Les banques roumaines se caractérisent par un faible risque de liquidité, compte tenu à la fois de la part élevée des dépôts des particuliers et du niveau élevé des actifs liquides. Le ratio de liquidité s'établissait à 286% en mars 2024, nettement supérieur à la moyenne de l'UE (167% fin 2023)⁸.

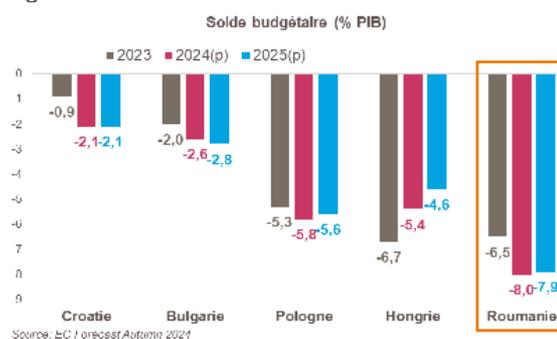
Les banques roumaines sont exposées au risque souverain avec 23 % des créances totales (titres et prêts) sur le secteur public, soit l'un des ratios les plus élevés de l'UE⁹.

2. FINANCES PUBLIQUES

- **Un déficit public élevé et persistant**

Après une forte dégradation liée aux conséquences de la crise Covid en 2020, **le solde budgétaire est resté nettement déficitaire. La Roumanie enregistre un déficit élevé par rapport à d'autres pays d'Europe centrale et Orientale (PECO)**. Le pays fait l'objet d'une procédure de déficit excessif de la CE depuis 2020 (seul pays sous procédure en 2020, avant la suspension de la

règle fiscale en raison de la crise Covid).



En 2024, la dégradation a été particulièrement marquée en raison de la hausse des dépenses (investissements, transferts sociaux, notamment des retraites) dans le contexte des élections législatives de novembre. Le déficit devrait atteindre -8% du PIB, le plus élevé de l'UE (-3,1 % en moyenne dans la zone).

Le ratio de mobilisation des recettes fiscales de la Roumanie (27% en 2023) est nettement inférieur à la moyenne de l'UE (40%)⁹. L'évasion fiscale reste élevée, privant l'Etat de revenus annuels de l'ordre de 16% du PIB¹⁰.

La maîtrise des dépenses (réduction des effectifs de la fonction publique notamment) est difficile dans un contexte d'inflation et avec un poids de la population âgée qui ne cesse d'augmenter. Les pensions de retraite ont été revalorisées en septembre 2024 et les subventions sur les prix de l'énergie prolongées jusqu'à fin mars 2025. Par ailleurs, les investissements resteront élevés.

Le déficit devrait en conséquence rester proche de -8% en 2025 selon la CE. Par la suite, la réintroduction des règles fiscales européennes devrait contraindre le pays à réduire son déficit. **Les incertitudes concernant la situation politique font toutefois peser d'importants risques sur l'évolution des finances publiques.** La capacité de la coalition au pouvoir fin 2024 et les perspectives d'une nouvelle élection présidentielle courant 2025, après l'annulation de celle de novembre, rendent très incertaine la mise en œuvre rapide de mesures de consolidation budgétaire.

- **Une dette publique qui continue à augmenter**

La dette publique de la Roumanie est à nouveau orientée à la hausse depuis 2022 et pourrait, selon la CE, atteindre 56% en 2025. Elle **est cependant inférieure à la moyenne de l'UE (83% prévu en 2025)** et respecte le seuil de 60% du PIB de l'UE.

⁵ Banca Comerciala Romana, Raiffeisen Bank, Banca Transilvania, CEC Bank, OTP Bank Romania, UniCredit Bank, BRD-Groupe Société Générale, Alpha Bank Romania and Garanti Bank.

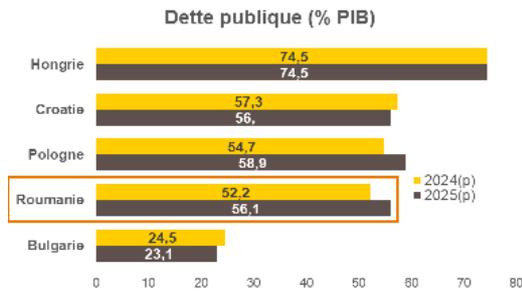
⁶ ratio actifs bancaires / PIB

⁷ Financial Stability Report Central Bank Romania June 2024

⁸ In depth Review Romania CE Mars 2024

⁹ [EU and euro area tax-to-GDP ratio down in 2023 - News articles - Eurostat](#)

¹⁰ Estimation du Fiscal Council roumain



Source: Commission Européenne, Prev. automne 2024

A fin octobre 2024, la dette était à 58% une dette locale (détenue par les résidents) et majoritairement (54%) à moyen terme (au-delà de 3 ans). Environ 45% du stock de dette est libellé en devise, 37% du total en EUR. Le montant des intérêts de la dette s'établit, selon la CE, autour de 5% des revenus publics et 2% du PIB (1,5% en moyenne en UE).

L'analyse de soutenabilité de la CE de mars 2024 conduit à placer la Roumanie dans les **catégorie des risques élevés d'endettement à moyen terme** (modéré en 2023). Le rapport pointe notamment une situation fiscale dégradée et le coût du vieillissement de la population.

3. POSITION EXTÉRIEURE

- **Un déficit courant qui reste élevé**

La base d'exportation de la Roumanie est relativement diversifiée, avec un poids important du secteur automobile. Le pays exporte également des services dans les domaines des transports et des TIC.

En 2024, la Roumanie a souffert de la modération de la demande extérieure de ses principaux partenaires commerciaux (en particulier l'Allemagne et l'Italie); alors que l'augmentation rapide des salaires et des prix élevés de l'énergie ont favorisé la consommation et, partant, les importations. Le déficit courant s'est en conséquence creusé à -8,3% du PIB.

La reprise, progressive et modeste, de la demande extérieure devrait soutenir les exportations. La décélération des salaires et des prix des biens importés (biens alimentaires, énergie) pourrait permettre de **réduire légèrement le déficit autour de -7,5% du PIB en 2025**.

A plus long terme, les importations de gaz devraient baisser grâce au développement de la production locale, liée notamment à l'exploitation de réserves *offshores* en Mer noire (champ Neptun Deep) qui devrait débuter en 2027. Le pays, qui importe actuellement du gaz d'Azerbaïdjan, pourrait ainsi devenir autosuffisant, voire exportateur net.

Les flux d'IDE¹¹ restent élevés en 2023 (6,7 Md€) bien qu'en repli après une année 2022 exceptionnelle (10,6 Md€), dans un contexte national et international incertain. Les IDE sont orientés essentiellement (87%)

en 2023 vers l'industrie, l'intermédiation financière et le commerce. **A fin 2023, l'Allemagne reste le 1^{er} investisseur** en Roumanie avec 14,5% des stocks, **suivie par l'Autriche (11,7%) et la France (11%)**. Près de 4 150 entreprises à capitaux majoritairement français étaient présentes en Roumanie fin 2023 employant directement plus de 125 000 personnes, en particulier dans l'industrie manufacturière (automobile notamment), la distribution et le secteur banques - assurances¹².

Le gouvernement prend des mesures pour améliorer l'attractivité du pays. Il a ainsi créé une Agence pour l'investissement (Arice) en février 2023. **L'intégration à l'espace Schengen** (avec la Bulgarie), qui sera **effective à compter du 1^{er} janvier 2025**, devrait favoriser les échanges avec les autres pays européens. La progression des IDE passera toutefois par une amélioration de la gouvernance, notamment la stabilité politique et la lutte contre la corruption.

- **Un endettement extérieur modéré**

Le ratio de dette extérieure/ PIB devrait se stabiliser autour de 50 % du PIB. Cette dette est à 60% une dette publique, provenant notamment de fonds européens, limitant les risques de soutenabilité.

Les rendements sur les titres souverains ont fortement augmenté en 2021-22. Ils étaient mieux orientés début 2023 et **sont repartis à la hausse au-delà de 7% fin 2024 après l'annulation du 1^{er} tour des élections présidentielles**. Ils restent inférieurs au pic (8,9%) atteint en mi-2022.



- **Pressions à la baisse du cours du Leu contrôlées**

Le cours du leu roumain (RON) est resté relativement stable depuis 2021 face à l'euro, malgré un déficit courant persistant, en raison de l'intervention de la Banque centrale. L'écart de taux entre la Roumanie (6,5%) et la BCE (3,15% fin 2024), qui s'était stabilisé à 250 pb jusqu'en mai 2024 tend à se creuser. Il atteignait 310 pb en novembre 2024. La NBR, en maintenant des taux élevés, limite les pressions à la baisse sur le cours de sa monnaie pour éviter une accélération de l'inflation.

Les réserves de change ont progressé d'environ 10% entre fin 2023 et septembre 2024, à plus de 62 Md€. Elles étaient en repli à moins de 58 Md€ fin novembre mais restent à un niveau historiquement élevé et couvrent environ 4 mois d'importation.

¹¹ Données relatives aux IDE issues du Foreign Direct Investment in Romania in 2023, NBR

¹² Source [SE Bucarest DGI](#)



Selon le rapport de convergence de l'UE 2024, la Roumanie ne respecterait, à ce stade, aucun des critères pour l'entrée dans la zone euro. La législation roumaine ne satisfait notamment pas les exigences relatives à l'indépendance de la banque centrale, à l'interdiction du financement monétaire et à l'intégration juridique dans l'Eurosystème. Le gouvernement roumain a l'objectif d'intégrer l'euro en 2029, étant précisé qu'il devra participer auparavant au Mécanisme de taux de change Européen pendant au moins 2 ans.

4. ASPECTS POLITIQUES

• Une nouvelle coalition entre partis rivaux

À la suite du renversement du gouvernement libéral de F. Cîtu par motion de censure en octobre 2021, les députés avaient approuvé un gouvernement de coalition entre le Parti National Libéral (PNL) de centre-droit, le Parti social-démocrate (PSD) de centre gauche et l'Union Démocrate Magyare (UDMR) de centre-droit, qui a quitté le gouvernement en 2023. Le PNL et le PSD se sont succédé à la tête du gouvernement en application d'un accord qui prévoyait un système de rotation du poste de Premier ministre à intervalles de 18 mois.

M. Ciolacu, leader du PSD a pris son poste de chef du gouvernement de juin 2023 et l'a conservé jusqu'aux élections législatives de fin 2024.

Le PSD, qui détenait la majorité des sièges (110) à la chambre des députés (et 47 au Sénat) a remporté 20% des suffrages à ces élections mais réduit son nombre de sièges (86 à la chambre de députés et 36 au Sénat), suivi de près par le parti d'extrême droite de l'Alliance pour l'Unité des Roumains (AUR, 18%), le PNL obtenant 13% juste devant le mouvement centriste « Save Romania Union » (USR) (12%).

Les législatives se sont déroulées le 1^{er} décembre 2024, soit une semaine après le 1^{er} tour des élections présidentielles, remporté par un candidat indépendant d'extrême droite Călin Georgescu mais annulé par la Cour constitutionnelle en raison de soupçons d'ingérences étrangères.

Le mandat du président sortant, Klaus Iohannis, qui s'achevait le 21 décembre 2024, a été prolongé. Il a maintenu au poste de Premier ministre M. Ciolacu, qui a annoncé la formation d'un nouveau gouvernement de coalition réunissant quatre partis pro-européens : les trois qui constituaient la coalition de 2021 (PSD, PNL et UDMR) auxquels s'est joint le Rassemblement des Minorités Ethniques (GPMN). Cette coalition dispose d'une fragile majorité de 53% à l'Assemblée.

Une nouvelle élection présidentielle doit être organisée en mai 2025. Les partis membres de la coalition se sont déjà entendus pour présenter un candidat commun, l'ancien président du Sénat M. Crin Antonescu. La constitution rapide d'une coalition a permis de stabiliser la situation et de rassurer, au moins pour un temps, les investisseurs qui devraient toutefois rester prudents. Elle maintient également l'orientation

pro-européenne du pays. La situation politique reste cependant très instable et son évolution incertaine.

• Relative fragilité du climat des affaires

La Roumanie se classe au 91^{ème} rang en termes de gouvernance selon les indicateurs de la Banque mondiale 2023, derrière la Pologne (72^{ème}), la Croatie (78^{ème}), ou la Hongrie (84^{ème}). Ses performances sont toutefois meilleures que celles de la Bulgarie, à l'exception de l'indicateur relatif à l'efficacité du gouvernement.

Les efforts déployés par le pays depuis 15 ans pour améliorer l'Etat de droit ont permis à l'UE de clore en 2023 le mécanisme de coopération et de vérification (MCV)¹³. Des défaillances persistent néanmoins concernant notamment l'indépendance de la justice et des médias ou la lutte contre la corruption, selon le rapport de la Commission sur l'Etat de droit 2023.

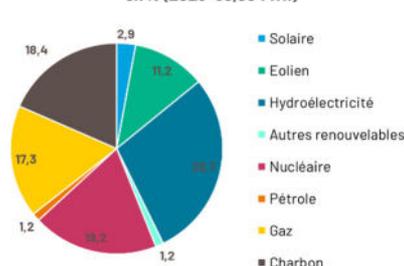
Le pays occupe la 63^{ème} position (sur 180) au classement 2023 de l'indice de Perception de corruption de Transparency International, en amélioration (70^{ème} en 2019), mais l'un des moins bons classements au sein de l'UE, juste devant la Bulgarie (67^{ème} et la Hongrie 76^{ème}).

5. CLIMAT ET ENVIRONNEMENT

La Roumanie présente un niveau de vulnérabilité modéré aux changements climatiques (90 sur 181 pays) selon les indicateurs ND Gain.

Les émissions roumaines de GES ont diminué ces dernières années (-15,9 % de 2011 à 2019). La Roumanie s'est engagée à atteindre l'objectif européen de neutralité carbone d'ici 2050 et a fixé un objectif ambitieux de réduction des émissions de GES d'ici 2030 (-44 % par rapport à 1990). La Roumanie a également annoncé sa volonté d'abandonner totalement le charbon (11,6 % de la consommation d'énergie totale) comme source d'énergie d'ici 2030. Les sources d'énergie fossiles (charbon, hydrocarbures) pèsent pour près de 37% dans le mix énergétique de la Roumanie.

Roumanie : production d'électricité par sources, en % (2023=58,88 TWh)



Sources : Statistical Review of World Energy (BP, 2022) ; Global and European Electricity review (Ember, 2022)

Mais les énergies renouvelables sont en plein essor, en particulier l'hydroélectricité (projet de centrale de Tarnita - Lapustesti prévu pour 2025). Par ailleurs, le gouvernement développe le secteur nucléaire. La livraison de deux nouveaux réacteurs pour la centrale de Cernavodă, financés partiellement par les Etats-Unis, est attendue en 2030.

¹³ [État de droit : la Commission clôt officiellement le mécanisme de coopération et de vérification pour la](#)

[Bulgarie et la Roumanie - Commission européenne \(europa.eu\)](#)



DIRECTION DES ETUDES, DE L'EVALUATION ET DE LA PROSPECTIVE

Baptiste Thornary Chef économiste baptiste.thornary@bpifrance.fr

Sabrina El Kasmi Responsable Pôle Conjoncture Macroéconomie Risque pays sabrina.elkasmi@bpifrance.fr

Economies émergentes / Risque Pays

Anne-Sophie Fèvre Afrique de l'Ouest, Afrique australe, CEI & Russie as.fevre@bpifrance.fr

Adriana Meyer Amérique Latine, Asie du Sud & Inde, Afrique de l'Est adriana.meyer@bpifrance.fr

Victor Lequillier MENA, Turquie, Chine, ASEAN victor.lequillier@bpifrance.fr

Global trends, Pays Développés, Conjoncture France

Laetitia Morin France, pays développés, conjoncture PME laetitia.morin@bpifrance.fr

Thomas Laboureau France, pays développés, conjoncture ETI thomas.laboureau@bpifrance.fr

Disclaimer / Avertissement

This document and the information within do not create any contractual or legal binding obligation and Bpifrance reserves the right at any time and without further notice to modify its content and its form. This document and the information within it are provided for convenience and information purpose only and is in no way nor an advice, nor a recommendation, nor an offer to provide an investment service or of completion of any other operation and shall in no way be interpreted as a representation according to which an investment strategy or the completion of any other operation fits to any individual or entity. Before any decision is taken, any individual or entity is invited to seek advice from its own legal, taxation and financial advisers in order to make sure that the operation foreseen fits with its personal situation and its own aims and to make its own opinion regarding its own risk and financial analysis. This document and the information within are provided "as is" and Bpifrance disclaims all legal and other warranties, express, implied or usage of trade, including without limitation as to the accuracy, utility, completeness, fitness, of this document and the information within, nor as to the use that is made of them or the results to be obtained from decision that could be made by the individuals and entity having knowledge of them even if Bpifrance has been informed or was aware of their aim. This document and the information within are not meant to be circulated or used by any individual or entity in a country or jurisdiction where such circulation or use would be contrary to legal or regulatory obligations, or which might force Bpifrance to comply with any procedure or registration in such country or jurisdiction. The English version of this article is provided for convenience only and the French version shall prevail.

Ce document et les informations qui y figurent n'ont aucune valeur contractuelle ou juridique et Bpifrance se réserve le droit d'en modifier le contenu et la forme à tout moment et sans préavis. Ce document et les informations qu'il contient ont un but strictement informatif et ne constituent ni un conseil, ni une recommandation, ni une offre de fourniture d'un service d'investissement ou de réalisation de toute autre opération et ne doivent, en aucun cas, être interprétés comme une affirmation selon laquelle une stratégie d'investissement ou toute autre opération est adaptée à toute personne ou entité. Préalablement à toute décision chaque personne ou entité est invitée à consulter notamment ses propres conseils juridiques, fiscaux ou financiers afin de s'assurer de l'adéquation de l'opération envisagée avec sa situation particulière et ses propres objectifs et de former sa propre opinion au regard de sa propre analyse de risque et financière. Bpifrance ne garantit en aucun cas que ce document et les informations y figurant sont notamment exacts, utiles, complets, ou adaptés et ne fournit aucune garantie légale ou sur tout autre fondement, y compris expresse, implicite ou d'usage, ni concernant l'utilisation qui en est faite ou les résultats des décisions qui pourraient être prises par les personnes ou entités en ayant eu connaissance y compris si Bpifrance a été informée de leur objectif. Ce document et les informations y figurant ne visent pas à être distribués ou utilisés par toute personne ou entité dans un pays ou une juridiction où cette distribution ou utilisation serait contraire aux dispositions légales ou réglementaires, ou qui imposerait à Bpifrance de se conformer à des démarches quelconques ou obligations d'enregistrement dans ces pays ou juridictions. La version anglaise de cette clause est fournie à titre indicatif et la version française prévaut.